

Le rebond du Forum social mondial

Interview

mardi 24 février 2009, par [IMBACH Pauline](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2009).

Pauline Imbach - On a parlé de rebond du mouvement altermondialiste à l'occasion du Forum Social Mondial à Belém, que faut-il en penser ?

Eric Toussaint - Après une situation difficile du Forum Social Mondial (FSM) en 2006, 2007, 2008, on peut parler véritablement de rebond car cette 9^e édition est un énorme succès à différents niveaux.

Tout d'abord, ce FSM a connu une très forte participation, avec 133 000 personnes enregistrées. On parle même de 140.000. C'est tout à fait considérable et cela fait du FSM à Belém un des forums les plus populaires. Il se situe au même niveau que celui tenu à Mumbai (Bombay) en Inde en janvier 2004 ou celui organisé à Porto Alegre en 2005. Il faut savoir en effet que Belém est une ville excentrée par rapport aux grandes villes brésiliennes comme São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre mais aussi par rapport à toute une série de pays d'Amérique latine. Belém est donc difficilement accessible : pour s'y rendre, un billet d'avion coûte cher et, en bus, il faut compter trois jours de route pour venir de Sao Paulo, cinq jours si on vient de Porto Alegre et six jours si on vient de Buenos Aires, Montevideo ou Asunción. Mumbai était beaucoup plus accessible pour les Indiens et Porto Alegre pour les Brésiliens, Argentins, Uruguayens et Paraguayens.

De plus, les participants, dans leur très grande majorité, avaient moins de 30 ans. Cette jeunesse était massivement présente lors des différentes activités.

Un autre facteur de réussite lors de ce forum, était la présence très visible et très active des peuples indigènes essentiellement du bassin amazonien et des Andes.

D'autre part, ce qui indique également un rebond, c'est la recherche manifeste, par une grande partie des participants, d'explications de fond en ce qui concerne les différentes facettes de la crise actuelle, recherche combinée à la volonté de se forger une opinion personnelle et à celle de passer à l'action pour mettre en place des alternatives.

C'est un changement évident par rapport au FSM qui s'est tenu à Nairobi en 2007 et qui marquait un essoufflement et une incapacité à poser les questions de fond.

Cela fait de ce Forum, la première grande mobilisation internationale contre la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007.

Ce rebond du FSM et du mouvement altermondialiste contraste donc avec le deuil du capitalisme au Forum économique mondial de Davos. Le président Lula qui, avant, passait une journée au FSM et ensuite, s'envolait vers le Forum économique, a décidé cette année d'être uniquement visible au FSM et donc, de ne pas se rendre à Davos. C'est tout à fait significatif car cela montre l'ampleur de la crise. Lula a compris que sa gestion de type social libéral qui génère déjà beaucoup de doutes au niveau de la base, allait encore être plus mal perçue s'il se rendait à Davos. Pour tenter de couper court à des critiques sur sa gauche, il a préféré ne pas y aller. De même, aucun autre président de gauche ou de centre gauche d'Amérique latine ne s'est rendu dans la station de ski de Davos, alors

que plusieurs d'entre eux y étaient invités. Le Forum économique faisait triste mine puisque aucun représentant significatif de l'administration de Barak Obama n'avait fait le déplacement. Pour discuter de la survie du capitalisme, seuls Vladimir Poutine, le Premier ministre chinois (c'est tout un programme) et Angela Merkel avaient fait le déplacement. Nicolas Sarkozy, lui même, avait décidé de ne pas aller à Davos. Si Lula y était allé ou, surtout, si Obama avait délégué quelqu'un de haut niveau, Sarkozy s'y serait également rendu !

Il faut aussi souligner le parti pris des medias. Un des principaux quotidiens financiers du monde, le *Financial Times* de Londres n'a pas consacré un seul mot au FSM de Belém tandis qu'il a réalisé deux suppléments pour célébrer Davos et que, dans son édition normale, il y a consacré plus de dix pages. Par contre, un certain nombre de quotidiens, de TV et de radio autour de la planète avaient délégué des envoyés spéciaux (il y avait environ 3.000 journalistes) et ont rendu compte de l'évènement. A juste titre, certains ont mis l'accent sur la « renaissance » ou le « deuxième souffle » du mouvement altermondialiste. Par ailleurs, tous les quotidiens de l'Etat du Para ont consacré chaque jour 5 à 8 pages entières au Forum. Une chaîne internationale de télévision comme AlJazira a largement couvert l'évènement et a notamment donné amplement en direct la parole au CADTM [1].

Quelles préoccupations ont dominé le FSM ?

Il y avait trois thèmes principaux.

Tout d'abord la crise du capitalisme dans ces diverses dimensions : financière, économique, climatique, énergétique, alimentaire, migratoire et aussi la crise de « gouvernance » mondiale, c'est-à-dire, la crise manifeste de légitimité à la fois du G8, du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC. Le manque de légitimité des solutions alternatives comme le G20 était aussi au cœur des discussions.

Deuxièmement, les crimes de l'armée israélienne à l'égard du peuple palestinien. La question palestinienne, bien que Belém se trouve à plus de 12.000 km de la Palestine, était fortement présente. Dès le premier jour, lors de la manifestation d'ouverture, un drapeau palestinien de plus de 20 mètres de long était déployé, porté par des jeunes de ENLACE, un courant du parti d'extrême gauche brésilien PSOL. Beaucoup de gens portaient des signes de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Même s'ils étaient venus pour d'autres choses, ils tenaient à exprimer cette solidarité avec le peuple palestinien. Derrière cette question, c'était l'ensemble des guerres d'agression qui était dénoncé, comme celles à l'égard de l'Irak ou de l'Afghanistan. L'exigence du retrait des troupes d'occupation faisait consensus.

Troisième thème tout à fait prioritaire : la réalité que vivent et les combats que mènent les peuples indigènes, notamment les peuples de l'Amazonie et des Andes. Le premier jour de travail du Forum était d'ailleurs entièrement placé sous le signe de la région amazonienne (région qui va au-delà du Brésil et qui englobe une partie de l'Equateur, de la Bolivie, du Venezuela, du Pérou et de la Colombie sans oublier la Guyane et le Surinam). Le thème des peuples indigènes comprenait à la fois leurs relations avec la nature et leur rôle de préservation de celle-ci ; mais aussi l'affirmation de leur identité culturelle et la manière dont la globalisation capitaliste les affecte. Les peuples indigènes ont beaucoup à apporter aux autres peuples notamment du point de vue de leur vision du monde (ce qui a déjà été intégré partiellement dans les nouvelles constitutions adoptées en Equateur en 2008 et en Bolivie en 2009). Ce qui était impressionnant, c'est l'apport des représentants des peuples indigènes à la réflexion et aux propositions du Forum. Ils ont joué un rôle très actif. Ils ont donné au Forum un relief particulier, en mettant la question de l'Amazonie au cœur des réflexions sur le défi du changement climatique et au cœur des réponses écologistes et socialistes à y apporter.

Au-delà de ces trois thèmes centraux, il y avait une série d'autres thèmes très importants. Par exemple, grâce au dynamisme de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), la thématique féministe était plus visible que lors des éditions précédentes du Forum.

Autre thème essentiel : la compréhension du rôle néfaste et prédateur des transnationales non seulement du Nord, mais aussi du Sud. Puisqu'on était à Belém, un grand nombre d'activités ont été organisées contre l'action des grandes transnationales brésiliennes comme Petrobras, dans le domaine pétrolier et gazier ou encore Vale, dans le domaine de l'industrie extractive. Il était très important que les Brésiliens qui constituaient plus de 90 % des participants du Forum, prennent conscience de la responsabilité qu'ils ont en tant que citoyens pour mettre fin à l'action néfaste des entreprises de leur pays à l'échelle de leur continent et plus largement à l'échelle mondiale.

En quoi la déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux (AMS) est-elle importante ?

Cette déclaration a un aspect tout à fait novateur. Il faut rappeler que, depuis le premier Forum de janvier 2001, à chaque occasion, une assemblée des mouvements sociaux s'est réunie. Préparée depuis le premier jour du Forum, elle se réunit en assemblée générale le dernier jour. A l'issue de l'assemblée, une déclaration finale est adoptée. Elle est rédigée par des représentants de toute une série de mouvements sociaux.

Jusqu'ici, ces déclarations étaient essentiellement un catalogue des thèmes principaux tels que les mouvements sociaux les percevaient et une liste des principales actions à venir. Les mouvements sociaux et les différentes campagnes y présentaient leurs principaux rendez-vous de mobilisation.

La déclaration qui a été adoptée à Belém, est d'une nature différente. Elle comprend une position de fond en terme de diagnostic de la crise du système capitaliste et de positionnement sur l'issue de celle-ci. Le titre et le sous titre synthétisent d'ailleurs bien cela : « *Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient ! Pour des alternatives anti-impérialistes, anti-capitalistes, antiracistes, féministes, écologistes et socialistes !* »

Cette déclaration a donc un caractère programmatique en ce qui concerne l'alternative. Pour être plus précis, la déclaration indique que la crise du capitalisme ne pourra pas être solutionnée, du point de vue des intérêts des opprimés, si on se limite à réinstaurer quelques mécanismes de régulation. La solution à la crise implique une rupture avec le système capitaliste. « *Pour faire face à la crise, il est nécessaire d'aller à la racine du problème et d'avancer le plus rapidement possible vers la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale.* » [2]

De plus, cette déclaration exprime des revendications immédiates pour faire face à la crise : « *Nous devons lutter pour impulser la plus large mobilisation populaire par une série de mesures urgentes comme : la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire ; la réduction du temps de travail sans réduction de salaire ; des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique ; l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères ; la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples afin de garantir le droit à l'autodétermination ; la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et tous, la démocratisation des moyens de communication et de connaissance.* » [3]

Enfin, ce texte propose un calendrier global unifiant, en particulier avec la semaine d'action mondiale du 28 mars au 4 avril 2009. Cela inclut le refus de payer la crise, l'opposition au G20 qui se réunira à Londres le 2 avril 2009, la solidarité avec le peuple palestinien le 30 mars 2009, l'opposition à la commémoration du 60^e anniversaire de l'OTAN et la demande de sa dissolution.

Ainsi, il s'agit bien d'une semaine d'action mondiale puisqu'il y a, à la fois, un accord sur les dates et sur les thèmes d'actions. De plus, ce calendrier reprend les dates traditionnelles de mobilisation sur des grands thèmes : la journée des femmes le 8 mars, la journée des paysans le 17 avril, la journée des peuples indigènes le 12 octobre (date d'arrivée en 1492 de Christophe Colomb dans ce que les Européens ont appelé les Amériques).

Enfin, ce calendrier contient également les grandes mobilisations à l'occasion du G8 prévu sur l'île de la Madeleine en Sardaigne en juillet 2009, le sommet de Copenhague sur les changements climatiques en décembre 2009 et la semaine mondiale d'action contre la dette et les Institutions Financières Internationales du 8 au 15 octobre 2009.

Ont été particulièrement actifs dans l'élaboration de la déclaration des mouvements sociaux, le CADTM qui avait fait la proposition de rédaction collective, la Marche Mondiale des Femmes (MMF), Via Campesina et en particulier son organisation brésilienne : le Mouvement des Sans Terre (MST), l'organisation des étudiants latino américain (OCLAE), des représentants de mouvements sociaux européens, africains, asiatiques, et les représentants d'organisation indigènes d'Amazonie et des Andes.

Habituellement, lors des Forums, les conclusions de l'assemblée des mouvements sociaux (AMS) sont rendues publiques le dernier jour. Cette année, comme il y avait l'assemblée des assemblées, sur laquelle nous reviendrons, et les assemblées thématiques, l'assemblée des mouvements sociaux a eu lieu le 30 janvier, c'est-à-dire 2 jours avant la fin du Forum. Lors de la présentation des conclusions de l'AMS, Joao Pedro Stedile du MST, a estimé que cette déclaration prouve la maturité de l'AMS dans la mesure où elle définit une politique claire.

Dans ce Forum, l'AMS a continué à jouer un rôle d'aiguillon en posant de manière radicale les problèmes et en renforçant une dynamique, déjà présente dans tout le Forum, qui consistait à la recherche d'explications et de solutions globales et radicales.

Si on lit les déclarations adoptées par une majorité des 11 assemblées thématiques qui ont eu lieu le 1^{er} février au matin, on constate que, de manière répétée, la crise est analysée comme une crise du capitalisme. C'est particulièrement frappant quand on lit la déclaration des peuples indigènes, celle des mouvements anti-guerre ou encore celle de l'assemblée des femmes « *Face à ces crises, les réponses palliatives basées encore dans la logique du marché ne nous intéressent pas. Ceci ne peut seulement mener qu'à une survie du même système. Nous avons besoin d'avancer dans la construction d'alternatives (...) pour nous opposer au système patriarcal et capitaliste qui nous opprime et nous exploite.* » [4]

La déclaration des peuples indigènes exprime, avec des termes semblables à ceux de la déclaration de l'AMS, des revendications pour une alternative anti-raciste, anti-machiste, respectant la terre mère et socialiste. En voici un extrait : « *La crise du modèle de développement capitaliste, eurocentrique, machiste et raciste est totale et nous conduit à la plus grande crise sociale et environnementale de l'histoire de l'humanité. La crise financière, économique, énergétique, productive aggrave le chômage structurel, l'exclusion sociale, la violence raciste, machiste et le fanatisme religieux. De si nombreuses et si profondes crises en même temps configurent une véritable crise de la civilisation occidentale, la crise du « développement et de la modernité capitaliste » qui met en danger toutes les formes de vie. Face à cela cependant, il y en a qui rêvent encore d'améliorer ce modèle et qui ne veulent pas reconnaître que ce qui est en crise, c'est le capitalisme, l'eurocentrisme avec son modèle d'Etat destiné à une nationalité, d'homogénéité culturelle, de droit positif occidental et de marchandisation de la vie.* » [5]

Alors que certains mouvements sociaux ou campagnes, notamment européens, hésitent, voire sont

carrément réticents à parler d'alternative socialiste, l'assemblée des peuples indigènes, elle, l'exprime de manière tout à fait explicite. Or l'élaboration de ces deux déclarations s'est faite par des personnes différentes, en des lieux différents du Forum, même si la déclaration de l'AMS a été soumise en assemblée générale à tous les représentants des mouvements présents y compris bien sûr ceux des peuples indigènes (qui étaient venus nombreux à l'AMS).

Dans le comité de rédaction, nous avons eu une discussion sur la manière de marquer l'apport des organisations indigènes à la lutte contre la globalisation capitaliste. Dans la première version, la formule retenue, et qui ne me satisfaisait pas, parlait d'une « réapparition » des mouvements indigènes au cours des 15 dernières années. Or, dès la lecture du texte en assemblée générale, plusieurs représentant(e)s des mouvements indigènes ont demandé que le texte soit amendé pour parler d'une « *nouvelle rencontre* » entre les mouvements indigènes et les mouvements sociaux au cours des dernières années. Les peuples indigènes ont justement fait remarquer qu'ils n'ont pas attendu que les autres mouvements sociaux les découvrent pour entamer leur lutte. Depuis cinq siècles, ils sont en résistance face au capitalisme et aux différentes formes de domination qui leur ont été imposées. L'assemblée leur a donné raison et le texte a été amendé comme le souhaitaient les représentants des peuples indigènes.

Que dire de la présence au FSM de partis politique et de certains gouvernements ?

La participation de partis politiques est nouvelle car, lors des éditions précédentes au Brésil et en Afrique, les partis politiques étaient peu présents. Ils n'ont été présents de manière très visible que lors du FSM de Mumbai en Inde en janvier 2004 ou lors de certains Forums régionaux ou continentaux, notamment ceux de Karachi, Caracas, ou Athènes en 2006.

Tout d'abord, il faut dire que les partis politiques brésiliens de gauche (PT, PSOL et PSTU) étaient beaucoup plus présents dans le programme même du Forum mais que leur participation était très différente. Pour le PT, il s'agissait plus de la présence du gouvernement et de l'administration de Lula (plusieurs ministres de son gouvernement étaient présents) que du PT en tant que tel. Par contre, le PSOL et le PSTU, partis d'opposition de gauche au gouvernement Lula, étaient actifs en tant que partis avec les courants syndicaux qui leur sont proches, notamment Con Lut »as et Inter Syndical.

La présence de partis politiques dans l'enceinte du Forum, me paraît tout à fait nécessaire car le Forum doit être un lieu de débat entre partis politiques, mouvements sociaux, organisations citoyennes et « campagnes ». Il serait tout à fait logique qu'à chaque édition du Forum social, des partis politiques reliés au processus du forum soient présents. Il faut mettre un terme à une forme de « ghettoïsation » des mouvements sociaux, ONG, mouvements citoyens qui seraient incapable d'entrer en débat, voire en collaboration active, avec des organisations politiques prêtes à lutter contre la globalisation capitaliste.

Par ailleurs, pour la première fois, quatre présidents étaient présents ensemble : Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur), Fernando Lugo (Paraguay) et Hugo Chavez (Venezuela).

Ils incarnent beaucoup d'espoir du côté du mouvement altermondialiste en général et des mouvements sociaux latino-américains en particulier. Il faut se rappeler qu'en 2005, il y avait eu deux meetings de présidents latino-américains pendant le FSM. Celui donné par Hugo Chavez et, à un autre moment, celui du président Lula. De plus, lors du forum polycentrique de 2006 à Caracas, Hugo Chavez avait participé à un autre grand meeting public.

La nouveauté à Belém c'est que, pour la première fois, quatre présidents étaient interpellés par les mouvements sociaux. C'est extrêmement important que les mouvements sociaux mettent les

présidents face à un certain nombre de réalités et essaient d'obtenir d'eux une série d'engagements pour la mise en place d'un modèle alternatif et d'une intégration régionale en Amérique latine. Une intégration qui soit réellement favorable aux peuples, respectueuse de la nature et non pas soumise aux intérêts des transnationales capitalistes. Il faut aussi souligner que les quatre présidents répondaient à une invitation des mouvements sociaux, à l'initiative notamment du MST (Mouvement des Sans Terre), de La Via Campesina et de la MMF (Marche Mondiale des Femmes) qui avaient décidé d'exclure Lula vu le contenu de sa politique antisociale (la presse locale a fortement mis l'accent sur cette exclusion).

La politique de Lula est conforme au modèle social libéral de Gordon Brown en Angleterre ou de Zapatero en Espagne. Elle favorise principalement les grandes sociétés capitalistes brésiliennes présentes dans toute l'Amérique latine, le puissant secteur brésilien de l'agrobusiness, le système financier privé, les grandes transnationales étrangères implantées au Brésil. Cette politique maintient l'exportation comme soutien fondamental au développement, notamment l'agrobusiness de la canne à sucre dans le but de produire de l'éthanol ainsi que dans l'exportation de soja transgénique. D'autre part, du point de vue de la préservation de la nature, le bilan des cinq dernières années est catastrophique. La politique de Lula a entraîné la déforestation de l'Amazonie sur une superficie égale à celle du Venezuela.

Durant le FSM, la démarche du gouvernement de Lula consistait à reconquérir une légitimité par rapport à un secteur de gauche et à la jeunesse politisée opposés à ses politiques néo-libérales. Si le gouvernement de Lula avait un discours anti-libéral, les participants, eux, avaient un pas d'avance en attribuant les responsabilités de la crise globale au système capitaliste.

Lors de cette assemblée avec les quatre présidents, 1.000 délégués des mouvements sociaux étaient présents. Beaucoup plus de participants au FSM auraient souhaité y participer mais il a fallu procéder par délégation. La séance a commencé par une interpellation politique de la part de Camille Chalmers (secrétaire général de la PAPDA à Haïti) qui est membre de Jubilé Sud, du CADTM et de COMPAS (une alliance caribéenne de mouvements sociaux). Il a souligné le caractère positif de l'initiative d'audit réalisé par le gouvernement de Correa en Equateur et la suspension partielle d'une partie du paiement de la dette commerciale. Il a ensuite interpellé Hugo Chavez et Evo Morales sur la mise en place d'audits de la dette dans leurs pays respectifs et leur a rappelé qu'ils s'étaient engagés à le faire à l'issue d'une réunion de l'Alba, en présence de Correa, fin novembre 2008 à Caracas.

Avant de donner la parole aux présidents, deux féministes sont intervenues : Magdalena Leon de REMTE et Nalu Faria de la MMF [6].

Le premier président à prendre la parole fut Rafael Correa. Celui-ci est arrivé dans un contexte tout fait polémique. La veille, la confédération des nations indiennes de l'Equateur (CONAIE) avait envoyé un message au FSM, demandant que Correa soit déclaré « persona non grata », en réponse à sa politique à l'égard d'investissements étrangers dans les industries extractives qui affectent directement les populations indigènes. Pour répondre à cette remise en question radicale, Rafael Correa a adopté un discours très à gauche sur le socialisme du XXI^e siècle. Si ce discours apparaît uniquement positif, remis dans son contexte, il apparaît comme un moyen de donner le change pour reconquérir une légitimité mise à mal par le type de modèle capitaliste, productiviste, national qu'il met en place dans son pays. Il n'a pas non plus abordé la question de la dette, alors que, dans son introduction, Camille Chalmers avait bien souligné le caractère positif de l'audit de la dette et de la suspension partielle du paiement de celle-ci par l'Equateur depuis novembre 2008.

Ensuite, Fernando Lugo a prononcé un discours dans lequel il a insisté sur le fait qu'il est absolument nécessaire que le Brésil reconnaisse que l'application du traité d'Itaipu est responsable

d'un terrible et injuste endettement du Paraguay à l'égard du Brésil. L'entreprise binationale Itaïpu a une dette totale de 20 milliards de US\$, 10 milliards US\$ à charge du Paraguay et 10 milliards US\$ à charge du Brésil. Plus de 95% de ces dettes sont dues à des entreprises brésiliennes. Lugo a expliqué qu'il attend une attitude amicale et digne du Brésil pour que celui-ci reconnaisse le caractère léonin de ce traité. Les autorités et le peuple du Paraguay veulent une réduction radicale de la dette qui leur est réclamée. Ils souhaitent pouvoir augmenter le prix de l'électricité qu'ils fournissent au Brésil et qu'ils souhaitent pouvoir vendre à d'autres pays de la région, afin d'augmenter les rentrées fiscales de l'Etat pour pouvoir entamer les réformes sociales sur la base desquelles Lugo a été élu en avril 2008.

Il faut aussi savoir que Lugo va instituer une commission d'audit international du traité d'Itaïpu. Il a décidé que les négociations avec Lula sur le traité d'Itaïpu seraient menées de manière publique, bien que le gouvernement de Lula souhaite, lui, qu'elles soient confidentielles et diplomatiques.

L'intervention de Evo Morales, qui a suivi, était intéressante dans la mesure où il s'est positionné comme faisant partie des mouvements sociaux. Il a expliqué qu'aucun des présidents présents, ne serait président s'il n'y avait pas eu de profondes luttes sociales et si les mouvements sociaux n'avaient pas renversé à plusieurs reprises les présidents menant des politiques néolibérales. Il a demandé aux mouvements sociaux de ne pas hésiter à convoquer régulièrement les présidents afin qu'ils soient obligés de rendre des comptes. Evo Morales a fait allusion à la situation de son pays après l'adoption par référendum de la nouvelle constitution le 27 janvier 2009 (c'est-à-dire le premier jour du FSM), ce qui constitue une avancée très importante pour la Bolivie.

Enfin, il a expliqué le rôle tout à fait contre révolutionnaire de la hiérarchie catholique bolivienne : en détournant le slogan du Forum, il s'est écrié « une autre Eglise est possible ». Ainsi, il s'est adressé à son collègue Fernando Lugo, ex-évêque catholique, théologien de la libération et, dans la salle, à François Houtart qui est aussi un théologien de la libération, engagé du côté de l'Eglise des pauvres.

Chavez, quant à lui, a insisté sur l'option anticapitaliste et socialiste en y ajoutant la dimension féministe et en proclamant qu'il était devenu un féministe absolument convaincu.

Après ces interventions, Joao Pedro Stedile, président du MST, a proposé des conclusions, de manière tout à fait exemplaire. En effet, loin de féliciter simplement les présidents, il a déclaré regrettable le temps qu'ils ont perdu et le fait qu'ils se sont révélés incapables, face à la crise, d'adopter des mesures favorables aux peuples. Il critiquait ainsi, l'ensemble des présidents latino-américains, réunis notamment en décembre à Salvador de Bahia. En s'adressant particulièrement aux quatre présidents présents, il a déclaré qu'en l'absence d'une réaction commune de tous les présidents, les mouvements sociaux attendent des quatre présidents de gauche qu'ils prennent sans plus attendre des mesures fondamentales, structurelles pour répondre à la crise capitaliste.

De plus, il leur a proposé de ne pas attendre d'être convoqués par les mouvements sociaux pour inviter eux-mêmes régulièrement les mouvements sociaux pour écouter ce qu'ils ont à dire.

Cette rencontre a constitué un moment important du FSM, et une avancée dans le dialogue entre mouvements sociaux et gouvernements. Ce type de dialogue n'est possible qu'en Amérique latine dans la mesure où il y a plusieurs gouvernements de gauche issus de luttes sociales radicales reliés à la dynamique du FSM (avant son élection comme président en avril 2008, Fernando Lugo avait participé comme délégué paraguayen au FSM de Porto Alegre en 2005 où il s'était rendu en autobus depuis Asunción).

A la fin de cette journée, le président Lula a convoqué à un autre endroit de Belém un meeting qui

était essentiellement un show de présentation de sa politique. Il a convié H. Chavez, R. Correa, E. Morales et F. Lugo qui y ont également pris la parole. Cette conférence se faisait dans un cadre très différent. Il n'était pas question de dialoguer avec les mouvements sociaux ou encore d'écouter les critiques qui pouvaient être faites sur sa politique ou celle des autres présidents.

Observe-t-on un tournant à gauche de certains gouvernements latinos ? L'intégration régionale avance t-elle ?

On ne peut pas parler d'un tournant à gauche des quatre gouvernements invités au FSM. Certes, une série de mesures positives ont été prises au cours de l'année 2008 au Venezuela en terme de nationalisations, comme par exemple celle de la grande entreprise sidérurgique SIDOR suite à un conflit social prolongé, ou encore celle de la banque du Venezuela qui appartenait à un des deux grands groupes bancaires privés espagnols. Au cours de l'année 2008, le bilan qu'on peut faire de Lugo est évidemment court dans la mesure où il a prit ses fonctions au mois d'août, donc il y a à peine 6 mois. Il est nécessaire de laisser un délai plus important pour pouvoir se faire un jugement. Néanmoins, ce que l'on peut retenir c'est que face à la crise qui a commencé à toucher de manière directe les économies et les populations d'Amérique latine, les quatre gouvernements de gauche n'ont pas été en mesure de mettre en place une politique alternative concertée.

Il faudrait s'inspirer des propositions issues de la conférence convoquée par les autorités vénézuéliennes en octobre 2008, intitulée « Réponses du sud à la crise économique mondiale » qui avait abouti à une déclaration [7] dans laquelle figurait une série de propositions très concrètes qui n'ont malheureusement pas, jusqu'ici, été suivies d'effets. Du côté de l'intégration, il faut constater que la Banque du Sud qui existe sur le papier depuis décembre 2007, n'est toujours pas entrée en activité. Elle est clairement en panne.

Après ces observations critiques très importantes, il y a également des éléments positifs qui méritent d'être soulignés. Tout d'abord, en décembre 2008, a eu lieu au Brésil à Salvador de Bahia une réunion de tous les présidents latino-américains qui a concrétisé le retour de Cuba sur la scène commune de l'Amérique latine. A cette occasion, le président Felipe Calderon du Mexique (gouvernement de droite) et Raul Castro (de Cuba) étaient réunis sans que le gouvernement des Etats-Unis n'ait été invité à cette réunion. Or depuis la révolution cubaine de 1959, les Etats-Unis ont réussi à isoler Cuba sur le plan diplomatique au point que les réunions principales sur le plan continental étaient des réunions de l'Organisation des Etats américains (OEA) qui comprennent les Etats d'Amérique du Nord et d'Amérique latine à l'exclusion de Cuba. Aujourd'hui, il est en train de se mettre en place une fronde des Etats latino-américains, gouvernements de droite inclus, par rapport à Washington, afin de résoudre en interne certains problèmes régionaux, par exemple le conflit provoqué le 1^{er} mars 2008 par l'intervention armée de la Colombie sur le territoire équatorien. C'est positif.

L'autre élément positif sur le plan de l'intégration est la poursuite de l'élargissement de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques). Au départ elle incluait Cuba, le Venezuela et la Bolivie. En 2008, elle s'est étendue au Honduras et à l'île de la Dominique. On constate également depuis quelques mois un rapprochement prudent de l'Equateur.

Que se passe-t-il du côté de la lutte sur la question de la dette ?

Plusieurs conférences ont été consacrées au thème de la dette. Celle qui a connu la plus importante participation a réuni 500 personnes et était consacré à l'audit de la dette en Amérique latine et la création de la commission d'enquête parlementaire par le Congrès brésilien [8]. Le CADTM et Jubilé Sud étaient les deux réseaux les plus présents au FSM. Latindadd, Eurodad et Afrodad étaient également présents. Comme le mentionne la déclaration finale des campagnes dette, une nouvelle

crise internationale de la dette publique est en préparation [9].

Au niveau de l'organisation du Forum, y a-t-il des nouveautés ?

Oui. L'assemblée des assemblées qui a fait suite aux assemblées thématiques autogérées, constitue une innovation importante. Depuis le début de l'existence du FSM, les mouvements sociaux ont institué la tradition d'une assemblée finale unificatrice, convoquée en « marge » du programme officiel du Forum. Depuis plusieurs années, toute une série de composantes du Forum demandaient que le Forum lui-même favorise de manière active et délibérée les convergences entre toutes les organisations participantes qui le souhaitent, afin de dégager des alternatives communes dans la mesure du possible, des rendez-vous, des actions, des propositions unitaires. Il existait des résistances au sein du Conseil International (CI), mais cette année constitue un tournant et un progrès pour le FSM avec la convocation de l'assemblée des assemblées.

Le premier jour (27 janvier), le Forum s'est ouvert par une grande marche dans la rue. Le deuxième jour, toutes les activités étaient centrées sur la région amazonienne, ce qui a permis de mettre en valeur l'apport des peuples indigènes. Cette journée pan-amazonienne a été suivie de deux journées où tous les thèmes pouvaient être traités dans des activités autogérées. Et enfin, le dernier jour (1^{er} février), se sont réunies le matin 11 assemblées thématiques, suivies l'après-midi d'une assemblée des assemblées où les conclusions de chaque assemblée thématique étaient présentées ainsi que la déclaration finale de l'Assemblée des Mouvements Sociaux -AMS- (tenue, elle, le 30 janvier). C'est de toute évidence un choix extrêmement positif.

Ceci dit, il faut mettre un bémol : le CI et le comité organisateur local n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour faire converger de manière optimale les activités autogérées du troisième et quatrième jour. Cela a donné lieu à une trop grande dispersion puisque près de 2.000 activités se sont déroulées. Il aurait fallu, durant les quatre à six mois qui ont précédé la tenue du Forum, avoir une équipe de volontaires et de permanents en contact avec toutes les organisations qui inscrivait des activités afin de favoriser des regroupements et des fusions. Cela aurait permis d'éviter de nombreux doublons. De ce côté, le CADTM [10] a fait des efforts puisque toutes ses activités ont été co-organisées avec d'autres. Le CADTM n'a organisé aucune activité en solitaire. En ce qui concerne les réponses à la crise, le CADTM était engagé dans deux initiatives qui ont regroupé des dizaines d'organisations différentes [11]. De même sur la thématique de la dette, les activités ont été menées avec Jubilé Sud, Latindadd et des campagnes nationales actives sur cette problématique, notamment au Brésil.

Deuxième critique, l'assemblée des assemblées s'est tenue dans de mauvaises conditions matérielles. Elle s'est déroulée en plein air, sans système de traduction. Les participants n'avaient aucune possibilité d'interpeller les personnes chargées par les différentes assemblées thématiques de présenter leurs conclusions. Il faudra pour les prochaines éditions un lieu fermé, avec un système de traduction pour permettre un véritable échange autour des conclusions.

Par rapport à l'édition de Nairobi tenue en janvier 2007, le Forum était-il plus accessible aux personnes les plus opprimées ? La population locale a-t-elle participé activement au Forum ?

Le Forum a connu une très forte participation numérique de la population de la région. Environ 100 000 personnes de l'Etat de Para, dont Bélem est la capitale, étaient présentes. L'entrée du FSM pour les Brésiliens s'élevait à 30 reales, c'est-à-dire 10 euros, le prix de huit à dix repas dans une cantine populaire. C'est donc un montant élevé pour le secteur de la population qui consacre 80% de ses revenus pour survivre. Il aurait fallu fortement abaisser le tarif d'entrée pour permettre une plus large participation.

Un autre aspect critiquable qui, celui-ci, n'est pas de la responsabilité du comité organisateur du FSM mais le résultat de la politique du gouvernement fédéral et de celui de l'Etat du Para, c'est la discrimination dont a été l'objet la population des quartiers les plus pauvres de la ville. Deux cents policiers anti-émeutes ont été cantonnés dans les deux quartiers les plus pauvres et les autorités ont décrété la Ley Seca, une loi qui interdit de vendre de l'alcool le soir. C'est donc manifestement une politique discriminatoire à l'égard des « classes dangereuses » pour reprendre un terme du XIX^e siècle. Dans le reste de la ville, la présence policière était très discrète et on pouvait vendre des boissons alcoolisées à toute heure du jour et de la nuit.

D'autre part, les habitants vivant dans des constructions précaires aux alentours de l'université où s'est tenu le Forum ont été expulsés de force juste avant le Forum afin de nettoyer le quartier.

Durant le Conseil International, le CADTM a interpellé le comité organisateur sur le prix de l'entrée du forum et a critiqué l'attitude des autorités de l'Etat vis-à-vis des populations pauvres. Les membres du comité organisateur ont déclaré qu'ils étaient eux-mêmes très préoccupés par ce genre de politiques.

En conclusion, le FSM devrait être totalement ouvert aux populations locales sans barrière financière. L'organisation d'un Forum ne devrait pas être accompagné de mesures de sécurité dans lesquels la police vise de manière discriminatoire les classes populaires qui doivent être l'acteur central du changement dans un processus comme celui du FSM et de l'altermondialisme.

Comment la situation évolue t-elle au niveau du Conseil International (CI) ?

On constate une évolution positive au sein du CI autour de ce Forum Social Mondial. D'une part, avant le Forum, vu le choix stratégique de convoquer une assemblée des assemblées et, d'autre part, après le FSM, lors de la réunion de deux jours du CI. Le succès du Forum s'est traduit dans le climat serein des débats et des élaborations du CI. La réunion a été le lieu d'un débat stratégique introduit par un document présenté par Gus Massiah [12]. Sans qu'aucun vote ait eu lieu sur le sujet, on percevait, au sein du CI, la volonté de faire réussir les plans d'actions et notamment la semaine d'action mondiale décidée lors de l'AMS. Alors que certaines composantes, dont des composantes fondatrices du forum, s'étaient exprimées lors des éditions précédentes contre l'organisation dans le cadre du Forum de grandes manifestations, notamment celles contre la guerre en 2003 et en 2004, à cette occasion-ci, elles se sont exprimées de manière favorable au calendrier d'action. Il est clair que la crise mondiale du capitalisme est passée par là. Chacun et chacune sont confrontés à la nécessité de l'action pour y faire face.

Cela pose différentes questions : Est-ce que cela traduit une capacité du CI à réagir ? Lui qui était fortement assoupi et réticent à pousser à l'action. Est-ce que ce changement, constaté après le Forum de Belém, est durable ou momentané ?

Il est important que les organisations qui peuvent activement stimuler le CI dans le bon sens prennent leurs responsabilités. De ce côté-là, le CADTM compte bien prendre les siennes avec les autres organisations qui souhaitent améliorer le fonctionnement du CI pour que celui-ci contribue à affronter les défis de la crise globale capitaliste.

De plus, une proposition très importante à soutenir a été émise lors du CI : celle de tenir une prochaine réunion à Gaza en 2010 qui serait accompagnée d'activités publiques destinées à des centaines de participants. Il faut que ce projet se concrétise au premier semestre 2010 pour appuyer la lutte du peuple palestinien.

Le plan d'action des mouvements sociaux a-t-il des chances de réussir ?

Pour que l'appel de l'AMS aboutisse à un succès, il faut que toutes les organisations qui ont participé au forum ou toutes celles qui soutiennent cette convocation, mettent tout en place pour que dans leur pays et leur région, cet appel se transforme en mobilisation. Il y a aussi d'autres rendez-vous auxquels il faudra répondre présent. Il est certain que les luttes en cours ou les luttes récentes (en Grèce, en France, en Guadeloupe et Martinique ...) peuvent contribuer au succès de ce plan. Il faut combiner ces luttes à la volonté des travailleurs et des organisations syndicales de réagir aux vastes plans de licenciements qui touchent des pans entiers de l'économie.

P.-S.

* Interview d'Eric Toussaint par Pauline Imbach.

Notes

[1] Voir en audiovisuel en anglais

<http://www.cadtm.org/spip.php?artic...>

[2] Extrait de la déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux : [Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient !](#)

[3] Extrait de la déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux : [Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient !](#)

[4] Extrait de la déclaration de l'assemblée des femmes : [Déclaration de l'Assemblée des Femmes Forum Social Mondial 2009, Belém do Para, Brésil](#)

[5] Texte original en espagnol : <http://www.cadtm.org/spip.php?artic...>

[6] Lire : Ignacio Ramonet, [Au FSM de Belem : La « vraie gauche » et les mouvements sociaux](#)

[7] Voir le texte complet de la déclaration finale : [Déclaration finale de la Conférence internationale d'économie politique : Réponses du Sud à la crise économique](#)

[8] Voir le compte-rendu : [FSM 2009 : Zoom sur l'audit de la dette](#)

[9] Voir la déclaration finale des campagnes dette qui a été lue par Camille Chalmers (membre du CADTM et de Jubilé Sud) lors de l'assemblée des Assemblées : [Au FSM de Belem : Déclaration de l'assemblée des mouvements qui travaillent contre la domination de la dette](#)

[10] La délégation du CADTM au FSM était composée d'une trentaine de déléguées et délégués provenant de 14 pays (Argentine, Belgique, Bénin, Brésil, Côte d'Ivoire, Equateur, France, Haïti, Inde, Japon, Maroc, Pakistan, République démocratique du Congo, Togo. Les délégués de Colombie, du Venezuela et de Tunisie n'ont pas été en mesure d'arriver à Belém).

[11] Une de ces initiatives a abouti à la déclaration [« Mettons la finance à sa place ! »](#)

[12] Voir l'intégralité du document intitulé [Protesters against Privatization under the Slogan : 'Selling Water & Electricity Means Killing Thai People'](#)